

La délégation de l'UE à Bujumbura appelle à l'indépendance de la justice

APA, 17-02-2012 Bujumbura (Burundi) - La délégation de l'Union européenne (UE) au Burundi en a appelé à l'indépendance de la justice burundaise pour qu'elle "élucide plusieurs affaires "emblématiques" dans le pays dont des meurtres et attaques dans une déclaration parvenue jeudi à APA. "L'UE suit de près le traitement judiciaire de plusieurs cas emblématiques au Burundi et soutient qu'une justice indépendante et efficace constitue un élément crucial dans la réconciliation et le développement de la société burundaise", explique le chef de la délégation de l'UE au Burundi Stéphane De Loecker.

Elle appelle la justice burundaise à mettre "tout en œuvre pour que des enquêtes approfondies soient menées en respectant le code de procédure pénale afin d'élucider tous ces crimes odieux". "Tous ceux qui ont été cités dans des procédures judiciaires devraient être auditionnés sans distinction afin de soutenir l'indépendance de la justice", estime la délégation européenne au Burundi, ajoutant qu'une justice indépendante est un signe qui ne trompe pas d'un État de droit et de démocratie". L'UE dit par ailleurs avoir relevé "des vices de procédure" lors du récent procès du "massacre de Gatumba" (près de Bujumbura), où 39 personnes avaient été tuées et une vingtaine blessées dans l'attaque d'un bus par un fusil d'assaut et la grenade, "ainsi que le refus de faire comparaître toutes les personnes mentionnées durant les audiences". La représentation de l'UE à Bujumbura demande également une enquête "complète" dans l'assassinat d'un coopérant italien et d'une religieuse croate en novembre dans la province de Ngozi (nord), dans lequel deux Burundais ont été condamnés à la prison à perpétuité, estimant que "d'autres personnes pourraient être impliquées". Un parti au pouvoir avait même été déclaré par l'un des assassins. L'UE évoque aussi l'assassinat toujours impuni de 2009, d'Ernest Manirumva, un activiste anti-corruption. "La justice a fait fi des recommandations faites par le FBI (Federal Bureau of Investigation, Etats-Unis) qui avait demandé la prise d'ADN chez certains hauts gradés de la police afin de les confronter aux empreintes découvertes lors des investigations, ce que déplore l'UE.